

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/243/Add.2

16 mars 2001

(01-1300)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNOLOGIQUES: RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

ONUDI

Addendum

Le présent document contient les renseignements sur le renforcement des capacités technologiques que le Secrétariat a reçus de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel sous la forme d'une communication datée du 27 février 2001.

INTRODUCTION

1. L'importance et la complexité de la technologie, ainsi que la vitesse à laquelle elle évolue appellent une grande attention de la part des décideurs et des entreprises. La nouvelle économie globale est fondée en grande partie sur le savoir et la technologie. Pour que les pays en développement, soucieux de combler le fossé technologique, puissent faire face à cette réalité, il faut les aider à renforcer leurs capacités. L'ONUDI, dont le rôle et le rayon d'action sont à l'échelle du globe, est en mesure de fournir cette aide.

2. L'ONUDI gère depuis plus de 20 ans un programme technologique qui facilite le développement technologique et le renforcement des capacités des pays en développement dans le domaine de la gestion de la technologie, ainsi que dans certains domaines prioritaires correspondant aux besoins nationaux. C'est pourquoi il comporte depuis quelques années des activités de promotion des investissements. L'ONUDI soutient aussi le renforcement des capacités et fournit une aide technique dans des secteurs comme la production moins polluante et la gestion de l'environnement, le rendement énergétique, la technologie de l'information, la qualité et l'industrie agroalimentaire.

3. Le présent document attire l'attention sur l'abîme qui se creuse entre les pays industrialisés et les pays en développement, et expose la ligne de conduite adoptée par l'ONUDI et son rôle dans le domaine du renforcement des capacités technologiques, ainsi que son programme technologique.

PARTIE I: LE SCHÉMA DE DÉVELOPPEMENT ACTUEL

A. LE FOSSÉ TECHNOLOGIQUE ET L'INSUFFISANCE DES INVESTISSEMENTS

4. Aujourd'hui, il est communément admis que les investissements et la technologie jouent un rôle important dans le développement et la croissance économiques. Le paradigme du développement évolue à toute vitesse sous l'effet de niveaux d'investissements jamais atteints combinés à un rythme

croissant d'innovations technologiques. Le savoir et la technologie sont désormais les moteurs de l'économie mondiale. Or, tandis que l'innovation et le progrès technologique sont à l'origine d'une prospérité et d'une croissance sans précédent dans les pays industrialisés, un grand nombre de pays en développement risquent d'être définitivement marginalisés, pris au piège d'un fossé technologique et d'une insuffisance des investissements qui vont s'accroissant.

5. En ce qui concerne la technologie, pratiquement toute l'innovation technologique du monde est entre les mains d'une poignée de pays industrialisés; certains pays en développement sont en mesure d'adopter ces technologies au niveau de la production et de la consommation, mais les autres n'y ont pas accès, incapables d'innover ou d'adopter les technologies étrangères. Il est apparu que les investissements étrangers directs sont un important vecteur de transfert de technologie en raison de leurs retombées directes et de leurs effets d'entraînement. À cet égard, ils revêtent plus que jamais, au même titre que l'acquisition et la diffusion de la technologie, une importance fondamentale pour les pays en développement. Cependant, la part de ceux-ci dans les investissements étrangers directs est passée de 38 pour cent en 1997 à 24 pour cent en 1999. Alors que l'Asie du Sud-Est attirait 18,9 pour cent des investissements étrangers directs, l'Afrique n'a bénéficié que de 1,2 pour cent des investissements internationaux. D'où la nécessité de régler directement aussi la question de la technologie.

6. La compétitivité dépend essentiellement du savoir et de l'innovation technologique. De fait, la compétitivité d'un pays est déterminée par l'aptitude de son industrie à innover, à se moderniser et à continuer d'innover. Pour relever les défis de l'économie globale et éviter le risque d'être marginalisées, les industries des pays en développement seront contraintes de renforcer leur efficacité et leur compétitivité par l'amélioration et la modernisation technologiques. Ce faisant, elles doivent pouvoir accéder au savoir et à la technologie, et développer une capacité d'absorption suffisante et des capacités innovatrices propres.

7. L'acquisition de la technologie par les pays en développement doit satisfaire aux exigences d'un environnement concurrentiel agressif et en mutation rapide; elle doit reposer non pas seulement sur l'adoption de technologies produites ailleurs, mais aussi sur les efforts technologiques et les systèmes d'innovations propres. Dans toutes ces activités, les technologies de l'information et de la communication jouent un rôle-clé. L'ignorer reviendrait à condamner tout effort de développement durable.

8. Une bonne intégration à l'économie globale passe par un effort d'apprentissage accru de la part des entreprises, et par un développement de leurs capacités. Or, pour cela, elles ont besoin d'un soutien institutionnel. Aussi est-il de la plus haute importance, pour le développement économique des pays, de créer des services visant à aider le secteur public à mobiliser le savoir, les compétences et les techniques nécessaires pour améliorer les capacités de production et la croissance de la productivité. Pour ce faire, il faut un environnement favorable sur le plan politique et institutionnel et à l'échelle des entreprises.

B. PARAMÈTRES STRUCTURELS DE LA PROMOTION DE LA TECHNOLOGIE

9. La technologie est un élément essentiel du développement industriel. C'est la raison pour laquelle tous les services opérationnels de l'ONUDI s'intéressent au transfert de technologie et au renforcement des capacités. Cependant, il est reconnu qu'outre les solutions techniques sectorielles et spécialisées, il est indispensable d'adopter une approche intersectorielle pour traiter des cycles de transfert de technologie, de la gestion de la technologie et de l'innovation, des questions juridiques que pose le transfert de technologie, de processus de négociation, etc.

10. La structure de l'ONUDI et son organisation en modules de services témoignent de cette façon de voir. Ainsi, le transfert de technologie, qui met en jeu différents éléments et intervenants et

implique la mise en réseau et la gestion de la technologie, est un domaine d'activité à part entière, traité dans le cadre du module de service "Promotion des investissements et de la technologie" qui, en outre, soutient la technologie par des activités d'investissement. Cette combinaison des investissements avec la technologie est un élément-clé du processus de transfert de technologie. La promotion des investissements et celle de la technologie sont des composantes interdépendantes d'un processus qui tente d'améliorer la compétitivité au niveau des entreprises et la croissance durable à l'échelle d'un pays. Le Programme de promotion des investissements et de la technologie vise à rendre la production des pays participants compétitive et leur croissance durable. Cependant, tant les investissements que la technologie présentent des aspects distincts qui appellent un examen différencié. C'est pourquoi l'ONUDI les traite séparément, dans le cadre d'approches programmatiques et institutionnelles distinctes.

11. Ce service s'occupe des grandes activités suivantes:

- a) Définition de la politique technologique
- b) Création et modernisation des centres de technologie
- c) Gestion de la technologie
- d) Mise en réseau du transfert de technologie.

12. Les autres modules de services qui contribuent au renforcement des capacités en vue du transfert de technologie sont spécialisés dans les grands secteurs suivants:

- a) L'agroalimentaire
- b) La production moins polluante et l'environnement
- c) La qualité
- d) L'énergie
- e) L'information.

PARTIE II: LIGNE DE CONDUITE ET RÔLE DE L'ONUDI

13. Les aspects importants de la promotion et du développement de la technologie ainsi que les besoins correspondants des pays en développement ne sont pas inconnus à l'ONUDI, qui s'est occupée des questions relatives à la technologie et de la promotion de la technologie sous leurs différents angles, à savoir l'innovation, la gestion et le transfert. L'ONUDI a œuvré de concert avec divers groupes cibles, dont des agences gouvernementales, des centres de technologie, les milieux universitaires et les entreprises. Son action s'est déployée tant en amont, au niveau de la définition des grandes orientations, qu'en aval, sur le terrain. Elle a conçu un large éventail d'outils sous la forme de méthodologies, de publications et de programmes de formation, qui représentent un savoir-faire unique en son genre dans le domaine de la gestion et du transfert de la technologie et de ses liens avec les activités d'investissement.

14. Le programme de technologie de l'ONUDI est conçu de manière à répondre aux besoins du moment des pays en développement et vise à accroître durablement leur capacité de production et leur compétitivité. À cette fin, l'ONUDI élabore un cadre institutionnel approprié qui favorise l'amélioration de la compétitivité, la mise en réseau, la modernisation et l'innovation technologique. Elle offre une série de services de renforcement des capacités visant à améliorer l'efficacité micro-économique et à créer des avantages compétitifs pour les entreprises, notamment en promouvant les systèmes de gestion de la qualité et des partenariats industriels, en améliorant les capacités de gestion de la technologie et en renforçant les centres de productivité.

Ce programme présente les caractéristiques suivantes:

A. FORMULATION DE LA POLITIQUE TECHNOLOGIQUE

15. Le programme aborde les problèmes de développement technologique aux niveaux macro-économique (sphère gouvernementale et institutionnelle) et micro-économique (en répondant aux besoins des entreprises). À cet égard, la prévoyance et le contrôle en matière technologique doivent être considérés comme les éléments du processus situés le plus en amont; ils permettent de formuler les politiques et les stratégies technologiques, dont le rôle est d'orienter le développement des infrastructures technologiques, le soutien à l'innovation, les avantages accordés aux entreprises et l'aide qui leur est fournie en matière de gestion et de transfert de la technologie en vue d'atteindre la compétitivité et la croissance voulues à l'échelle de l'entreprise.

16. Déjà lancé en Amérique latine et en Europe orientale, le Programme de prévoyance en matière technologique est conçu pour aider, en définitive, à formuler une politique technologique.

B. CRÉATION ET MODERNISATION DES CENTRES DE TECHNOLOGIE

17. L'ONUDI a créé des centres de technologie internationaux dans différents domaines techniques, dont le but initial était de sensibiliser les pays en développement aux nouvelles technologies et de permettre aux ressortissants de ces pays d'accéder aux activités de recherche-développement appliquées et à une formation dans ces nouvelles technologies.

18. De plus en plus, l'innovation technologique, la mise au point de produits et le succès commercial sont fondés sur la convergence de multiples disciplines technologiques et sur l'interaction entre divers acteurs, dans les domaines tant de l'investissement que de la technologie. Cette réalité met en relief le besoin des entreprises, notamment des PME, de pouvoir accéder à des sources de savoir technique extérieures et à l'information pertinente (marchés, consommateurs, fournisseurs de technologie, etc.), ainsi que de compter sur leur soutien et leur collaboration technique. Pour pouvoir faire face aux nouveaux défis, elles ont en outre besoin d'investissements supplémentaires, de services de soutien technologique et de formation.

19. Chaque Centre de technologie est organisé autour d'un réseau de sous-réseaux d'instituts de R-D industrielle, d'universités, d'associations industrielles et de sociétés professionnelles œuvrant dans le même domaine et disposant de leurs propres réseaux de partenaires étroitement associés à l'industrie. Ces réseaux permettent de veiller à ce que les programmes de travail des centres tiennent toujours compte des besoins industriels et commerciaux des pays bénéficiaires.

20. La création de centres internationaux et nationaux de technologie s'est poursuivie, devenant un élément moteur du programme de technologie. Citons à cet égard la création du Centre international de modernisation de la technologie de fabrication (ICAMT), le Centre international d'appréciation et d'évaluation des matériaux (IMAAC), le Centre international pour la technologie de l'évaluation des matériaux (ICMET) et, plus récemment, le lancement d'un projet pour créer le Centre international de biotechnologie médicale (ICMB).

Gestion et innovation technologiques et soutien institutionnel

21. Par "gestion de la technologie" il faut entendre l'ensemble des connaissances et des activités se rapportant à la création de techniques et à leur application dans la fabrication et la commercialisation compétitives de produits, y compris les aspects relatifs à la qualité, le processus d'innovation et le transfert de technologie des concepteurs aux utilisateurs. L'aide que fournit l'ONUDI aux pays en développement revêt la forme de programmes d'éducation et de renforcement des institutions débouchant sur des services de vulgarisation et de conseil sur la gestion et l'innovation technologiques, ainsi que sur l'évaluation des besoins technologiques, la formulation d'une stratégie pertinente, la définition de sources de technologie appropriées et l'acquisition de technologie.

22. La gestion et l'innovation technologiques ainsi que les alliances commerciales font l'objet d'activités de renforcement des capacités et d'élaboration de matériels de formation. Les outils et les méthodes conçus par l'ONUDI pour mener des activités de renforcement des capacités dans le domaine de la gestion et du transfert de technologie, ainsi que ceux combinant des éléments se rapportant à l'investissement et à la technologie, représentent un atout inestimable et un avantage compétitif indéniable.

23. L'ONUDI accorde une attention particulière aux fonctions de renforcement des capacités visant à développer les compétences institutionnelles et les aptitudes professionnelles dans les diverses disciplines qui entrent en jeu dans la mise en œuvre du cycle complet "innovation, investissement et transfert de technologie". Ces fonctions de renforcement des capacités, qui sont déterminantes pour les PME, comprennent un programme cohérent de stages de formation, ainsi que les outils et les méthodes correspondants destinés aussi à former les formateurs, à obtenir un effet multiplicateur et à garantir la viabilité du processus. Ce programme propose notamment des formations dans les domaines suivants: préparation et évaluation d'un projet industriel; analyse de la faisabilité et compte rendu; évaluation des besoins technologiques; négociations sur le transfert de technologie; gestion de la technologie dans l'entreprise; associations de la technologie et de l'investissement; coentreprises et alliances commerciales.

C. TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET MISE EN RÉSEAU

24. Aucun pays en développement n'est capable de créer toute la technologie nécessaire pour être compétitif et partie prenante à l'économie mondiale. Le développement passe impérativement par l'acquisition et le transfert de technologie en provenance de l'extérieur (des pays industrialisés ou de pays en développement plus avancés). L'ONUDI est appelée à faciliter ce processus, en aidant à définir les sources de technologie et à mettre en œuvre l'acquisition et le transfert de technologie, tout en gardant à l'esprit les points suivants:

- Alors que, par le passé, les pays en développement menaient une politique de remplacement des importations et que l'acquisition de technologie consistait essentiellement à imiter les procédés utilisés dans les pays développés, aujourd'hui, les pays en développement s'orientent vers des politiques axées sur l'exportation qui exigent que l'acquisition de technologie soit déterminée par le marché mondial.
- Tandis que les cycles de vie de la technologie et des produits ne cessent de raccourcir, la technologie et le savoir sont de plus en plus considérés comme des atouts fondamentaux pour faire face à la concurrence sur les marchés nationaux et internationaux. C'est la raison pour laquelle les pays industrialisés ont renforcé la protection de la propriété intellectuelle, augmenté le coût de l'accès à la technologie par les circuits commerciaux et renforcé les obstacles à cet accès. Par ailleurs, l'environnement devient un élément essentiel des programmes de développement à l'échelle tant internationale que nationale.

25. L'ONUDI a ouvert des Bureaux de promotion des investissements et de la technologie (ITPO) qui facilitent le transfert de technologie et les investissements depuis les pays où ils sont installés vers les régions en développement. Ces bureaux, qui sont associés à des organismes publics et privés œuvrant dans le domaine du développement industriel, rétablissent l'équilibre dans ce domaine en apportant les investissements et les technologies de pointe aux pays qui ont désespérément besoin d'une main secourable. Ils permettent aussi aux investisseurs et aux fournisseurs de technologie de trouver des partenaires potentiels dans les pays en développement dont l'économie est en transition. Ils sont actuellement implantés dans les pays suivants:

- a) Bahreïn
- b) Belgique (Wallonie)
- c) Chine
- d) France
- e) Grèce
- f) Italie
- g) Japon
- h) Pologne
- i) République de Corée
- j) Fédération de Russie
- k) Slovaquie

26. Des unités de promotion des investissements ont en outre été créées dans les pays ci-après, pour faire le lien avec les Bureaux de promotion des investissements et de la technologie:

- a) Égypte
- b) Jordanie
- c) Maroc
- d) Tunisie
- e) Ouganda

27. Un organe de liaison a aussi été ouvert auprès de la Northwest Development Agency et de NIMTECH au Royaume-Uni.

28. Cette mise en réseau va être soutenue par UNIDO exchange, une plate-forme électronique qui relie de manière interactive les différents fournisseurs et demandeurs de technologie et d'investissements. UNIDO exchange est un formidable outil de promotion, notamment pour mettre en réseau les principaux protagonistes du monde de l'investissement et de la technologie, afin de faciliter leur coopération avec l'ONUDI et entre eux, et créer un lieu dynamique propice à la rencontre d'intérêts commerciaux et aux partenariats technologiques internationaux.

29. Soucieuse de tenir compte des besoins propres à certaines régions, l'ONUDI a ouvert à Kuala Lumpur un Centre Asie-Afrique de promotion des investissements et de la technologie, qui a pour mission de rapprocher les entreprises asiatiques et africaines en vue d'investissements et de transferts de technologie.

a. Techmarts, intechmarts et tables rondes d'entreprises

30. "Techmarts" et "intechmarts" sont des "appellations commerciales" données par l'ONUDI aux manifestations conçues pour réunir les demandeurs de technologie et les promoteurs de projets des pays en développement ainsi que les fournisseurs de technologie et les investisseurs potentiels des pays industrialisés ou d'autres pays en développement. La préparation, l'organisation et la mise en œuvre des "techmarts" et "intechmarts" obéissent à une démarche méthodologique qui témoigne de l'expérience de l'ONUDI et vise à maximiser les chances de réussite.

31. Les "techmarts" et "intechmarts" sont organisées en fonction des demandes des institutions clientes des pays en développement, généralement des agences de promotion des investissements, des associations industrielles, des organisations de développement des PME, etc., avec la coopération active des Bureaux ITPO de l'ONUDI, qui contribuent à définir et à mobiliser les sources de technologie et les investisseurs potentiels répondant aux besoins de technologie et aux critères des demandeurs.

b. Bourses de sous-traitance

32. L'ONUDI fournit aux pays en développement une aide technique pour mettre en place et administrer des "bourses de sous-traitance et de partenariat" (SPX). Ce sont des lieux d'information technique, de rencontre et de documentation sur les possibilités de sous-traitance et de partenariat industriels. Sur les 57 bourses créées ces 15 dernières années dans 32 pays, 48 sont actuellement viables (85 pour cent de réussite) et couvrent un total de 15 588 sociétés enregistrées.

33. Les bourses de sous-traitance et de partenariat sont un important moyen non seulement pour offrir aux PME des pays en développement des occasions de faire des affaires, mais aussi pour moderniser les capacités techniques. Ils jouent un rôle fondamental dans les systèmes nationaux et internationaux de gestion de l'offre et constituent un facteur positif pour les investissements étrangers directs.

PARTIE III – PROGRAMMES SECTORIELS

34. L'ONUDI a, par ailleurs, mis sur pied des programmes sectoriels de renforcement des capacités technologiques dans des domaines précis comme la transformation des aliments, le cuir, les textiles, le bois, les machines agricoles et l'agrochimie. Elle renforce les capacités dans ces secteurs en fournissant une aide technique sur mesure, et en proposant des formations en cours d'emploi dans les domaines du contrôle de la qualité des produits, de l'optimisation des méthodes de production et de la sécurité des produits.

A. MODERNISATION DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

35. La modernisation de l'industrie agroalimentaire est l'une des tâches les plus importantes du monde, notamment dans les pays les moins développés d'Afrique et d'autres continents. Jusqu'à 40 pour cent de la production agricole est perdue dans les pays les moins développés, essentiellement à cause du manque d'équipements de stockage et de transformation, de la médiocrité des routes qui ne permet pas de transporter la production avant qu'elle ne se détériore, et de l'ignorance des techniques de transformation. Quelque 35 pour cent seulement des aliments sont transformés en Afrique, contre 98 pour cent environ dans les pays développés. L'industrie du bois en est encore à ses premiers balbutiements: moins de 10 pour cent des grumes sont transformés pour gagner de la valeur dans le processus de fabrication. Les fibres naturelles ne sont guère utilisées pour les textiles. La transformation des peaux est rudimentaire. Il est rare que les machines agricoles, les outils et les produits agrochimiques de base soient produits sur place; la réparation et l'entretien sont insuffisants. Le soutien institutionnel, sous la forme de services techniques, consultatifs ou sur le terrain est médiocre, ce qui complique le choix des procédés, des machines et de l'équipement appropriés.

36. La sécurité alimentaire et le développement rural ne dépendent pas seulement de la production de matières premières de base et d'aliments frais, mais également de leur transformation industrielle en produits moins périssables, durables et à valeur ajoutée pouvant être commercialisés sur les marchés nationaux et étrangers. L'ONUDI fournit une aide technique et économique, notamment aux industries de transformation.

37. Les principaux secteurs intéressés sont les produits alimentaires, le cuir, les textiles, le bois, les machines agricoles et l'agrochimie. Chacun d'eux exige une connaissance approfondie d'un grand nombre de technologies spécialisées. L'ONUDI transmet ce savoir ou facilite son transfert là où le besoin s'en fait sentir, notamment dans les domaines suivants:

a) *Produits alimentaires*

Mouture des céréales, fabrication de produits de boulangerie, y compris l'enrichissement; pressurage d'huiles végétales; transformation de fruits et de légumes par séchage à l'air, mise en conserve, extraction du jus et congélation; transformation de la viande et du poisson; produits laitiers, y compris le lait sec et en poudre, le yaourt et d'autres produits analogues. L'ONUDI dispense aussi des conseils sur les aspects connexes de la santé et de la sécurité du consommateur, sur l'emballage et sur la manière de se conformer aux normes relatives au contrôle des produits et des procédés de fabrication, dont le respect est indispensable pour s'imposer sur les marchés d'exportation.

L'année dernière, l'ONUDI a organisé des activités de renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité des poissons en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda, ce qui a permis à ces pays d'obtenir la levée de l'embargo imposé par l'Union européenne sur les exportations de poissons. En Guinée, de telles activités ont amené l'Union européenne à étendre son autorisation aux exportations de poissons de ce pays.

b) *Cuir*

Tannage des peaux respectueux de l'environnement; procédures de préparation garantissant des produits de haute qualité; procédés et technologies de tannage; conception et fabrication de chaussures; choix et utilisation de matériel; conseils sur le style et la mode à l'intention des exportateurs.

Le Programme régional africain relatif à l'industrie du cuir et de la chaussure a permis de fournir une importante aide technique au secteur privé pour améliorer les matières premières, ce qui a atténué les effets nuisibles des tanneries sur l'environnement et a développé l'industrie du cuir.

c) *Textiles*

Production de textiles et de vêtements; utilisation de fibres naturelles et synthétiques; filature, tissage et tricotage; teinture et finissage; informatisation de la colorimétrie et des associations de couleurs; réduction de la pollution provoquée par les pigments; réduction des déchets lors de la coupe des vêtements.

Étant donné que les vêtements sont, pour les pays en développement, un important produit d'exportation, qui est probablement appelé à se développer à l'avenir, une assistance technique est apportée pour créer des zones d'industries textiles et améliorer la qualité afin de répondre aux exigences des marchés d'exportation en la matière.

d) *Bois*

Un traitement efficace du bois et la fabrication de produits en bois peuvent contribuer à une gestion et à une conservation durable des forêts. Les services offerts par l'ONUDI portent sur le calibrage, le séchage et la conservation; sur le choix du matériel de broyage grossier, de façonnage, d'assemblage et de finition; ainsi que sur la conception des structures.

L'ONUDI monte actuellement un vaste projet dans le nord-est de l'Inde pour moderniser les technologies et mettre en réseau les capacités de production industrielle de revêtements de sol stratifiés, de panneaux et de meubles. Un programme similaire pour le bambou doit être lancé à Cuba.

Dans tous ces domaines, l'ONUDI coopère étroitement avec les pouvoirs publics, les décideurs, l'industrie et les associations professionnelles pour définir les priorités, cerner les problèmes et les faiblesses institutionnelles et y remédier, sensibiliser les principaux intervenants, mettre en place des programmes de formation, fournir une assistance technique sur mesure et faire connaître les applications commerciales et les succès obtenus.

Des manuels et des notes techniques d'orientation sont fournis dans la plupart des cas, ainsi qu'une formation en cours d'emploi dans les domaines du contrôle de la qualité, de l'optimisation des méthodes de production, de l'entretien, de la réduction des coûts et de la sécurité des produits. L'ONUDI organise aussi des ateliers techniques et des réunions d'experts, fournit des analyses de problèmes et des évaluations de technologie et propose des voyages d'étude pour visiter des institutions techniques, des expositions ou participer à des conférences. Il existe en outre des bases de données contenant des informations techniques sur tous les secteurs de l'industrie agroalimentaire.

B. AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ

1. La mauvaise qualité des produits et une faible productivité sont les principaux obstacles à la compétitivité et à la croissance des entreprises. L'approche globale de la qualité adoptée par l'ONUDI vise à remédier à ces problèmes. Il s'agit d'un programme à l'échelle du système conçu pour améliorer tous les aspects du processus de production d'une entreprise, de manière à obtenir une augmentation continue de la qualité et de l'efficacité sans augmentation concomitante des coûts. Des institutions homologues, tant publiques que privées, sont formées pour aider les entreprises à maîtriser les méthodes de gestion de la qualité et d'amélioration des performances.

2. La qualité apparaît de plus en plus comme un important obstacle au commerce. Les produits en provenance des pays en développement sont assujettis à un arsenal de normes de plus en plus sévères. Si certaines exigences touchent à la sécurité du consommateur et à la protection de sa santé et sont, de ce fait, obligatoires, d'autres en revanche, qui concernent l'amélioration de la gestion de la qualité et de l'environnement, sont facultatives. Le renforcement des capacités et le transfert de technologie dans ce domaine garantissent la compétitivité et la viabilité des entreprises. L'aide de l'ONUDI revêt la forme de formations et de mesures de renforcement des capacités technologiques afin de créer une infrastructure appropriée sur le plan de la qualité, de la normalisation, des essais et de la métrologie.

3. De nouvelles initiatives en la matière, lancées conjointement avec l'Union européenne, sont plus particulièrement destinées à l'Afrique de l'Ouest (Union économique et monétaire ouest-africaine). Ce programme offre l'occasion aux pays participants, initialement au nombre de huit (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) d'améliorer la compétitivité du secteur privé pour faire face au défi de la mondialisation. L'ONUDI s'est, par ailleurs, jointe à la mise en place du programme d'évaluation préliminaire des organismes d'accréditation et d'inspection de laboratoires, qui permettra d'améliorer la qualité des produits et d'accéder aux marchés internationaux. L'aide de l'ONUDI consiste à former des homologues, à restructurer et à équiper les laboratoires, ainsi qu'à mettre en place une zone d'exportation industrielle.

C. INFORMATION

1. Le rôle de l'information et du savoir pour l'industrie est en augmentation rapide dans les pays en développement. D'où la nécessité d'aider les acteurs industriels des pays en développement à satisfaire aux exigences de l'information et du savoir industriels. Ces pays reçoivent une aide pour mettre en réseau l'information industrielle. Des initiatives ont été lancées pour étudier les activités de soutien aux PME afin de répondre au besoin croissant de modèles de commerce électronique. Compte tenu de l'expansion rapide du commerce mobile et des nouvelles possibilités commerciales

qu'offre cette technologie aux pays en développement et aux économies en transition, l'ONUDI s'associe à de grandes sociétés privées comme Ericsson pour élaborer des directives relatives aux activités futures.

2. L'ONUDI a mis sur pied un programme d'interaction par Internet dénommé UNIDO EXCHANGE, qui a pour but de promouvoir l'investissement et la technologie. Il doit constituer une plate-forme d'échange d'informations entre les différents acteurs et permettre aux demandeurs et aux fournisseurs de technologie d'échanger des informations en vue du transfert de technologie.

D. ENVIRONNEMENT

1. On accorde une attention de plus en plus grande aux questions relatives à l'environnement. Tous les pays sont appelés à faire face à la pollution industrielle et à la gestion des déchets. Pour les pays en développement et les économies en transition, il s'agit d'un problème particulièrement épineux en raison de la pénurie de moyens, des problèmes technologiques et de leur manque d'expérience dans le domaine du traitement de la pollution industrielle et de l'évacuation des déchets.

2. Pour que les pays en développement puissent s'atteler à cette tâche, ils ont besoin d'un transfert de technologie, d'un renforcement de leurs capacités et d'une formation. Ils doivent aussi changer leur façon de penser, qui privilégie le traitement en aval des problèmes, au profit d'une conception préventive. Ce changement de mentalités implique un bouleversement des modes de gestion, des méthodes de travail en atelier, des procédés industriels, ainsi que de la conception du matériel et même des produits. Pour aider les pays en développement à régler ces questions et à renforcer leurs capacités technologiques, l'ONUDI et le Programme des Nations Unies pour l'environnement ont créé conjointement dans 19 pays des centres nationaux de production moins polluante, qui offrent aux petites et moyennes entreprises des services de formation, de sensibilisation et de conseils sur la production moins polluante. Par ailleurs, ils réalisent un travail d'information auprès des branches de production nécessitant des usines modernes de traitement des effluents, et créent même des usines modèles dont les effluents terminaux répondent aux normes internationalement reconnues en matière de rejet d'effluents.

CONCLUSION

Le renforcement des capacités technologiques et le transfert de technologie sont au cœur de l'activité de l'ONUDI. Outre les domaines d'action précités, cette organisation est active dans des domaines comme le rendement énergétique ou la mise en œuvre de projets prévus par le Protocole de Montréal. L'ONUDI œuvre à la construction d'économies compétitives, d'emplois productifs et d'un environnement viable. Pour réaliser ces objectifs, il faut un solide apport technologique. L'ONUDI s'emploie à renforcer la capacité des acteurs et à rapprocher les fournisseurs et les demandeurs des pays développés et en développement, ainsi que les marchés et les fabricants pour offrir de nouvelles possibilités à la population des régions du monde en développement.
